

Service Public de Wallonie
DGO2 Mobilité et Voies Hydrauliques
Département de la Stratégie de la Mobilité
Direction de la Planification de la Mobilité

Subventions en mobilité douce

Programme 2017

Contexte

Le Ministre de la Mobilité et des Transports dispose en 2017 de moyens budgétaires visant à soutenir financièrement la concrétisation d'aménagements en faveur des piétons, des personnes à mobilité réduite, et des cyclistes. Il s'agit d'accorder une attention particulière aux usagers plus vulnérables afin de développer, adapter et sécuriser les infrastructures de déplacement empruntées par les usagers doux et leur permettre de se déplacer en toute sécurité.

1. Communes concernées

Ce programme est accessible à toutes les communes wallonnes, disposant ou non d'un Plan communal de Mobilité.

2. Développer les déplacements cyclables et cyclo-piétons

Le réseau cyclable communal doit assurer des liaisons sécurisées et balisées avec le réseau régional structurant (essentiellement le RAVeL), les zones d'habitat et les pôles locaux d'activités (gares SNCB et TEC, écoles, centres sportifs, commerces, ...), mais également à l'intérieur des villages et des quartiers pour relier ces pôles entre eux et aux zones d'habitat. Le type d'aménagement envisagé est adapté à son contexte et à son environnement. Dans certaines situations, des aménagements légers, du marquage au sol, de la signalisation, peuvent déjà donner de l'espace et de la visibilité aux cyclistes dans le trafic.

La mise en réseau et la continuité des itinéraires cyclables doivent être assurées afin de les rendre plus attractifs dans leur usage quotidien. De même, une signalisation directionnelle adaptée doit permettre d'assurer la visibilité de ces itinéraires et rendre leur utilisation plus aisée.

En 2017, un budget de 3,5 millions d'euros est prévu pour soutenir les communes soucieuses de développer et sécuriser leurs infrastructures cyclables et cyclo-

piétonnes. Les projets soumis à candidature concernent la réalisation d'aménagements susceptibles de favoriser le développement de l'usage du vélo et améliorer la sécurité des déplacements cyclables et cyclo-piétons. Les aménagements destinés uniquement aux piétons ne sont pas éligibles.

L'aménagement de chaînons manquants sera prioritaire pour les projets candidats à une subvention. Le projet concerne en priorité un aménagement sur domaine communal.

Deux types d'aménagements sont éligibles à une subvention en 2017.

- a) D'une part, l'aménagement d'un ou de plusieurs raccordements au RAVeL peut être proposé. Seront pris en considération la création de nouveaux raccordements et l'aménagement de connexions existantes avec au minimum un marquage adapté¹. Dans les deux cas, un balisage directionnel sera prévu.

Le RAVeL traverse bon nombre de communes wallonnes et peut être visualisé à l'adresse internet <http://ravel.wallonie.be/home/carte-interactive.html>.

- b) D'autre part, les projets d'aménagement de liaisons entre les zones d'habitat et avec les pôles locaux d'activités peuvent également être candidats à une subvention. Une priorité sera accordée à l'aménagement induré de liaisons inter-villages sur des chemins actuellement non revêtus. Ces chemins indurés seront réservés aux piétons, cyclistes et cavaliers, et éventuellement aux véhicules agricoles (panneaux F99). Une bande meuble sera préservée si la largeur le permet. Un balisage directionnel sera prévu.

Les guides méthodologiques et les fiches techniques édités par le Service public de Wallonie seront pris comme référence. Le projet sera conforme aux normes décrites dans ces ouvrages sous peine d'être disqualifié. Ces documents sont disponibles à l'adresse internet <http://mobilite.wallonie.be/home/centre-de-documentation/publications-mobilite/guide-des-amenagements-cyclables.html>.

La subvention de la Wallonie s'élève à un maximum de 100 000 EUR. Elle couvre 75% du coût des projets (TVAC), le financement complémentaire étant apporté par la commune. La subvention peut couvrir :

- les études de projets préalables à l'élaboration des cahiers des charges;
- les travaux et fournitures.

Le poste relatif aux études ne peut dépasser 7% du coût des travaux.

Le projet soumis ne peut pas – en tout ou en partie – avoir fait l'objet d'une promesse de subvention (provisoire ou définitive) dans le cadre d'un autre programme de subvention de la Région wallonne, ou être dans l'attente d'une telle promesse.

¹ Le renouvellement d'un marquage existant ne sera pas pris en considération.

3. Calendrier d'attribution de la subvention

Jusqu'au 04 août 2017 à 12h

Envoi par les communes du formulaire de candidature et des annexes requises en un exemplaire papier adressé au Ministre de la Mobilité et des Transports.

Le formulaire est également téléchargeable sur le site internet <http://mobilite.wallonie.be>.

Dans un premier temps, il n'est pas nécessaire de fournir une étude détaillée. Toutefois, une description et une évaluation soignée du projet permettront à l'administration de se prononcer sur sa pertinence au regard des objectifs poursuivis. Il est évident que la précision et la quantité des informations fournies sont de nature à plaider en faveur du projet.

En cas de sélection, la notification officielle de l'octroi d'une subvention parviendra aux communes à la fin du quatrième trimestre 2017. Les communes disposeront alors de trois années pour concrétiser leur projet d'infrastructure. Le dossier-projet finalisé et prêt pour le lancement du marché (délibération du conseil communal approuvant le projet, Cahier Spécial des Charges, métrés estimatifs, plans) sera transmis à la Direction de la Planification de la Mobilité au plus tard le 15 septembre 2018.

4. Contact

Pour tout renseignement complémentaire, votre correspondant au sein du Service public de Wallonie est Madame Charlotte DALLEMAGNE (081/77.31.20).